

## PEUT-ON ÉVITER LES DÉLOCALISATIONS ?

### **Inflation**

Quand cessera-t-on de dire partout qu'il faut absolument éviter toute inflation, que ce sont les classes populaires qui risquent d'en souffrir puisque la dépréciation de la monnaie va les appauvrir ! Encore un dogme de la pensée unique. Le pouvoir d'achat diminuerait en effet, si les salaires restaient stables. L'inflation est la conséquence naturelle de l'augmentation de la masse monétaire, elle-même due à une demande d'achats en augmentation. Cette demande peut provenir de 3 origines différentes, qui d'ailleurs peuvent se cumuler : l'augmentation de la population, l'augmentation des revenus, l'augmentation différée des revenus par le crédit. Si les salaires augmentent, l'argent dépensé en plus –s'il n'est pas épargné - entraîne mécaniquement une augmentation des prix car il y a plus de monnaie en circulation. Le tout est de savoir quand cet effet se fera sentir et quelle en sera l'ampleur. Logiquement et moralement il devrait rester un minimum d'avantages aux revenus du salaire pendant un certain temps.

Et c'est là où le bât blesse. Est-ce que la totalité des avantages acquis à un moment donné ne va pas être partiellement, ou totalement annulée par le rattrapage rapide de l'augmentation des prix ? Dans les années 30, en Allemagne, un phénomène de rattrapage en spirale a donné lieu à une situation intenable. Les prix augmentaient tellement vite que les salaires ne suivaient qu'avec peine et que la monnaie se dépréciait tellement, que pour acheter par exemple des paquets de cigarettes, il fallait une brouette de Deutschemark ! Sans être du même niveau, en France, pendant les trente glorieuses, l'inflation est restée importante. Mais le rattrapage des prix suivait, sans dépasser le niveau des revenus. Le solde était positif pour la population. Tout le monde en bénéficiait, riches et pauvres : il y avait une soif d'achat de marchandises nouvelles qui a permis d'augmenter la production et par là la richesse. Mais le « moteur », finissait pas trop « chauffer », avec le risque que l'on a évoqué d'arriver à une telle dépréciation de la monnaie que personne n'aurait pu s'y retrouver.

L'augmentation des prix était si rapide qu'on l'a appelée, la valse des étiquettes. D'où un risque de perte de repaires un peu comme actuellement les augmentations des prix en Euro est facilitée par sa comparaison difficile avec l'ancien franc. Ajoutez à cela que les achats étaient poussés par les nouvelles facilités de crédit, phénomène nouveau qui donnait évidemment l'occasion aux banques de faire de leur côté des profits importants. On comprend que ces années ont été une période de prospérité, certes en grande partie due à la sortie de guerre, donc d'une forte demande de la part d'une population frustrée par 5 ans de restrictions. Confortée par l'énorme masse d'argent disponible pour les investissements qu'a représenté le plan Marshall. Cette technique américaine, qui c'est reproduite en Corée du Sud, bien pensante, et qui consiste à prêter de l'argent, à des taux qui ne sont pas négligeables, est vielle comme le monde.

## **Le rôle des banques**

Du même fait, les clients sont attachés aux banques, ce qui amorce l'ultralibéralisme que l'on connaît, dans la mesure où les transactions financières deviennent de plus en plus importantes. Ces mêmes banques craignent toujours que l'inflation engendrée par cette surchauffe, diminue comme on l'a vu, la valeur réelle de la monnaie remboursée. Cet effet de perte de la valeur nominale de l'argent se fait sentir aussi quand il s'agit d'échanges extérieurs. Le franc à l'époque des trente glorieuses, n'était pas accepté au niveau international où régnaient le dollar et la Livre sterling indexés à l'or. La France vivait en quasi-autarcie. Les importations étant faibles, la production restait purement française ce qui contribuait également au plein emploi. Mais le marché intérieur devenait insuffisant pour les industriels. Le cours de la devise Franc les avantageait pour exporter, mais sa décote permanente consacrée par des dévaluations à répétitions était un handicap, le franc n'était pratiquement pas négociable. Les banques ont été amenées alors à augmenter le taux de change de façon à ralentir l'inflation. On comprend que c'est bien au niveau des banques que l'inflation a des effets néfastes, et non, contrairement à ce que dit la propagande officielle, ce n'est pas systématiquement la population qui en souffre. Sauf, et c'est le problème, pour les couches de la population qui ne voit pas ses revenus augmenter au moins à la même vitesse que l'inflation. Donc l'action sur le pouvoir d'achat qui théoriquement tendrait à l'équilibre après une correction automatique n'est à prendre en compte que si l'ensemble des revenus progresse à la même vitesse, ce qui évidemment n'est pas le cas dans notre société.

Pour revenir à la finance bancaire, le fait de diminuer la demande de crédit en en augmentant les taux, a l'inconvénient que l'on ressent maintenant de diminuer la demande d'achats, donc la production et la croissance. Et, par ricochet le chômage progresse et devient structurel. La croissance diminue en pourcentage, mais, reste encore valable en valeur absolue, dans la mesure où le PIB a atteint des sommets importants. On pourrait penser que même une faible croissance suffirait à le diminuer. Tout va dépendre de la répartition de cette richesse. Que deviennent les profits qui en résultent ? S'ils sont épargnés, ou ce qui revient au même s'ils sont uniquement réinvestis dans la finance, qui n'ont guère besoin de beaucoup d'employés pour faire tourner leurs ordinateurs, le chômage persiste. Les seuls à tirer les marrons du feu sont donc les financiers qui investissent moins dans l'entreprise, tirent leur profit de la finance publique ou privée (qui prête à l'Etat si ce n'est la Caisse des dépôts et consignations ? Qui prête à l'Etat par l'intermédiaire de bons de caisse et autres produits financiers ?) Les rendements sont plus intéressants sur les marchés financiers, et rapportent beaucoup plus vite.

## **Pouvoir d'achat**

Les chiffres de l'inflation sont depuis longtemps donnés à partir de la moyenne des prix observés dans un certain nombre de magasins. Ces prix peuvent augmenter simplement parce que le vendeur le décide, sans que cette augmentation provienne d'une inflation de la masse monétaire difficile à cerner.

La façon officielle de mesurer est celle de l'INSEE, mesure qui se fait à partir d'échantillons, plus ou moins représentatifs des dépenses supposées les plus courantes. On fait alors une moyenne sur quelques centaines de catégories de produits, ce qui paraît-il, donne une idée de l'inflation. Cet échantillonnage vient d'être modifié depuis les protestations nombreuses qui s'élevaient à cause, entre autres, d'un échantillonnage plus que discutable. Désormais sur le site de l'INSEE chacun peut essayer de connaître son propre pouvoir d'achat à partir d'un échantillonnage personnel. C'est mieux, mais ça ne va sert à rien, car pour

connaître le pouvoir d'achat de certaines catégories de la population (si l'on s'intéresse aux inégalités sociales), il faudrait que les consommateurs confrontent leurs calculs personnels et se réunissent par catégories socioprofessionnelles. A supposer encore que les catégories sociales les moins favorisées aient un ordinateur, et connaissent avec une certaine précision leur budgets de dépenses par catégories de produits.

Le pouvoir d'achat à calculer soi-même à partir d'un « chariot » qui le remplace désormais, est ainsi sujet à caution. On espère contourner les difficultés d'évaluation au niveau national, car combien parmi la population défavorisée sont capables de faire ce calcul ? Poudre aux yeux fournie par l'INSEE qui, on l'a vu, donne des chiffres de l'inflation établis par des moyens secrets donc invérifiables, à partir de moyennes qui ne traduisent pas la réalité pour une grande partie de la population. Certes connaître son pouvoir d'achat personnel n'est pas inutile, mais il est aussi simple de vérifier son compte en banque, ou d'avoir son budget sur un tableur. Ce qui suppose de relever avec précision, pendant au moins un an, ses dépenses avec une ventilation digne d'un comptable. Et ce tous les jours, Ce que la plupart des gens ne font que rarement, même parmi les classes les plus favorisées.

D'autre part, en dehors d'une dizaine de catégories d'articles courants étudiés, il y a une marge de 40% de produits non répertoriés. Cerise sur le gâteau, certaines dépenses ne sont pas du tout prises en considération comme les dépenses d'hospitalisation, les dépenses de sécurité sociale, les impôts. Pour essayer de connaître le pouvoir d'achat moyen, donc de la population dans son ensemble, il faut savoir à quelle vitesse l'augmentation de cette masse monétaire agit sur les prix. Pendant les fameuses trente glorieuses, il y avait une inflation importante qui était compensée par une augmentation plus rapide des salaires. D'où la croissance, d'où le plein emploi. La rigueur décrétée par Mitterrand en 82-83 était en fait dictée par les banques et autres financiers qui ont eu peur que l'inflation leur fasse perdre de l'argent. Les banques prêtaient essentiellement pour permettre l'accès à la propriété de tous. A cette époque de nombreux locataires, et pas les plus riches, ont acquis leur appartement. Au fil des ans, leurs remboursements devenaient plus faciles. Les banques qui prêtaient à taux relativement faible estimaient qu'elles étaient remboursées en « monnaie de singe ». Actuellement ces prêts se font sur le long terme, 30 ans et plus. Elles ont donc absolument besoin de stabilité : ceci explique cela.

## **Liberté d'entreprendre.**

D'où le rôle attribué à la BCE de maintenir l'inflation au plus bas de façon constante. D'autre part le taux d'intérêt de l'Euro qui est l'outil principal du contrôle de l'inflation par le crédit, est devenu suffisamment attractif en tant que devise, pour que cette monnaie atteigne un fort niveau sur le plan international. On comprend les délocalisations : avec une devise forte il est plus facile de s'implanter dans un pays dont la devise est plus faible. Ajoutez à cela que ces pays ont en général une main-d'œuvre nombreuse et mal payée. Tant mieux pour eux s'ils profitent de ces nouvelles implantations. Mais encore faut-il que leur niveau social augmente. Et d'autre part que les pays comme la France aient un taux de croissance suffisamment élevé, et un plein-emploi assuré, pour que la croissance bénéficie à tout le monde, pays riche comme pays pauvres, que les finances ne soient pas distribuées en priorité à la finance, au détriment des salaires et des investissements. On peut appliquer à l'économie, le principe des vases communicants. Par exemple, les partisans du OUI au TCE ont pris comme argument qu'en laissant entrer dans le marché commun les nouveaux entrants, il se passera ce qui s'est passé pour les pays comme l'Espagne et l'Italie : on leur fera bénéficier d'une prospérité équivalente à la nôtre. Toutefois la France, l'Allemagne de ces années 50 -

80 augmentaient suffisamment rapidement leur richesse (croissance atteignant parfois 5%) pour que l'opération de nivellement en faveur de ces pays se fasse sans douleur.

La conclusion s'impose : diminuer la valeur de l'Euro, quitte à sortir de la zone Euro (comment se fait-il que certains pays membres de U.E n'en fasse pas tous partie ?). On aura alors des mouvements dans l'autre sens : les entreprises étrangères seront plus nombreuses à s'installer dans notre pays, y créer des emplois, et arrêter les licenciements qui, vus du côté des chefs d'entreprises, sont naturels. Ils ne font qu'obéir à la loi des marchés libres et non faussés. Aucun politique, aucun gouvernement n'a eu ou n'aura probablement pas le courage de prendre de telles mesures. Ils ont peur d'être confrontés à la sacro-sainte liberté d'entreprendre. Les lobbys et groupes de pression des multinationales auraient vite fait de crier à la catastrophe économique. Le traitement social du chômage semble être seul à la portée de nos gouvernements passés et futurs. Ce qui revient à engager par-ci par là des réformes – dont la baisse des charges sociales et autres subventions aux entreprises - qui ne font que le traiter sans succès par le bas. Ce qui permet de masquer en partie leur impuissance à le traiter sur le fond. Ou leur mauvaise volonté, car qu'on ne me fasse pas croire que ce que je viens dévoquer n'est pas une argumenation connue des différents spécialistes et autres ministres de l'Economie. Et si on augmentait très sensiblement les plus bas salaires, bien au-delà des 1500 Eu nets que certains osent à peine promettre ? Et si, par l'intermédiaire de RIC ou de résolutions d'une Assemblée nationale référendaire, on donnait pour cela le pouvoir aux citoyens ? Citoyen Louis Peretz